

Brochure n° 3005-I

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

TRAVAUX PUBLICS
Tome I : Accords nationaux
(3^e édition. – Septembre 2004)

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
(7^e édition. – Juillet 2003)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
IDCC : 1596. – BÂTIMENT
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(11^e édition. – Juillet 2005)

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

(8^e édition. – Juin 2005)

AVENANT DU 22 NOVEMBRE 2005

PORTANT MODIFICATION DE L'ACCORD DU 20 JANVIER 2003
INSTITUANT LES PLANS D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES DU BTP
NOR : ASET0551425M

Entre :

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

La fédération française du bâtiment (FFB) ;

La fédération française des installateurs électriciens (FFIE) ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes (FNSCOP) ;

La fédération nationale des travaux publics (FNTP),

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Le syndicat national des cadres, employés, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes et connexes CFE-CGC BTP ;

La fédération générale Force ouvrière du bâtiment et des travaux publics et des activités connexes CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au premier alinéa du préambule de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics, la référence à la « loi n° 2001-152 du 19 février 2001 » est remplacée par : « loi n° 2001-152 du 19 février 2001 modifiée ».

Article 2

Aux articles 5 « Mise en œuvre » et 8 « Gestion des FCPE » de l'accord visé à l'article 1^{er} ci-avant, les mots : « la société de gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières d'épargne salariale des industries du bâtiment et des travaux publics : GESTION BTP » sont remplacés par : « la société de développement et de gestion de l'épargne salariale dans les industries du bâtiment et des travaux publics – GESTIONBTP ».

Article 3

A l'article 6 « Fonds commun de placement multi-entreprises » de l'accord visé à l'article 1^{er} ci-dessus, les mots : « BTP épargne solidaire » sont remplacés par : « BTP Epargne et solidarité » et les mots : « Investissement de 98 % à 100 % en parts du FCP Choix solidaire créé et géré par BTP investissements » sont remplacés par : « Investissement de 98 % à 100 % en actions de la SICAV Choix solidaire gérée par ECOFI Investissements ».

Article 4

Aux articles 9 « Teneur de comptes conservateur de parts. – Tenue des registres » et 15 « Cas du départ du bénéficiaire » de l'accord visé à l'article 1^{er} ci-dessus, les mots : « TCCP BTP » sont remplacés par les suivants : « REGARDBTP ».

Article 5

A l'article 10 « Dépositaire », les mots : « Natexis Banques Populaires, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris » sont remplacés par : « BNP PARIBAS Securities Services, 3, rue d'Antin, 75002 Paris ».

Article 6

A l'article 11 « Pilotage, gestion et contrôle de l'accord » visé à l'article 1^{er} ci-dessus, les mots : « commissaires aux comptes » sont remplacés par : « contrôleurs légaux des comptes ».

Article 7

Dans l'accord visé à l'article 1^{er} ci-dessus, les mots « GESTION BTP » sont remplacés par « GESTIONBTP ».

Article 8

L'annexe I « Champ d'application » à l'accord visé à l'article 1^{er} ci-dessus est remplacée par l'annexe I « Champ d'application » annexée au présent avenant.

Article 9

Dépôt

Le présent avenant est déposé à la direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 133-1 et suivants du code du travail.

Article 10

Litiges

Toutes contestations relatives au présent avenant qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Article 11

Entrée en vigueur et durée

L'entrée en vigueur du présent avenant est fixée au 1^{er} décembre 2005.

Fait à Paris, le 22 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Champ d'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics

Activités visées

A. – Bâtiment (selon la nomenclature INSEE NAP-1973, décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973)

2106. – Construction métallique.

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le bâtiment (*).

2403. – Fabrication et installation de matériel aéraulique thermique et frigorifique.

Sont visées :

- les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (*).

5510. – Travaux d'aménagement de terres et des eaux, voirie, parcs et jardins.

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de VRD, de voirie et dans les parcs et jardins.

5512. – Travaux d'infrastructure générale.

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

5520. – Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales.

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales, ainsi que :

- les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;

- les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;

- les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.

5530. – Construction d'ossatures autres que métalliques.

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

5531. – Installation industrielle, montage-levage.

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage, ainsi que :
- les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;
- les entreprises de construction de cheminées d'usine.

5540. – Installation électrique.

A l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radio-électrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, appliquaient un autre accord collectif ayant le même objet) ;
- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;
- les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;
- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

5550. – Construction industrialisée.

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (*).

5560. – Maçonnerie et travaux courants de béton armé.

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

5570. – Génie climatique.

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
- les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
- les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

5571. – Menuiserie – Serrurerie.

A l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagements de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure, y compris les murs-rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;
- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du bâtiment (fabrication, pose et réparation) (*) ;
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le bâtiment (fabrication et pose associées) (*) (balcons, rampes d'escalier, grilles...) ;
- les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé (*).

5572. – Couverture – Plomberie, installations sanitaires.

Sont visées :

- les entreprises de couverture – plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie – installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

5573. – Aménagements – Finitions.

Sont notamment visées :

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ; les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du bâtiment ;
- les entreprises de peinture de bâtiment, décoration ;
- les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques...) ; pour les entreprises de pose de vitres, de glaces, de vitrines (*) ;
- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines...) ; cependant pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique (*) ;
- les entreprises de pose de paratonnerre (à l'exception de la fabrication) ;
- les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.

8708. – Services de nettoyage.

Sont visées :

- pour partie, les entreprises de ramonage.

Clause d'attribution ()*

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose – y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) – représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature INSEE NAP-1973 (décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application du présent accord et l'application de l'accord travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous.

2107. – Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension du présent accord ne sera pas demandé pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

- B. – Travaux publics (selon la nomenclature INSEE NAP-1973, décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973)
- 55.10. – Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins.

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins notamment :

- exécution de travaux de voirie en zone urbaine ou rurale :
 - voirie urbaine
 - petits travaux de voirie :
 - VRD, chaussées pavées, bordures ;
 - signalisation,
 - aménagements d'espaces verts :
 - plantations ornementales (pelouses, abords de routes...);
 - terrains de sports,
 - aménagement de terrains de culture, remise en état du sol :
 - drainage, irrigation ;
 - captage par puits ou autre ;
 - curage de fossés,
- exécution d'installations d'hygiène publique :
 - réseaux d'adduction et de distribution d'eau et de fluides divers par canalisations sous pression ;
 - réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales, égouts. Stations de pompage ;
 - stations d'épuration et de traitement des eaux usées ;
 - abattoirs ;
 - stations de traitement des ordures ménagères.

- 55.11. – Construction de lignes de transport d'électricité.

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux de construction de lignes de transport d'électricité, y compris les travaux d'installation et montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes qui y sont liés (*) :

- construction de lignes de très haute tension ;
- construction de réseaux haute et basse tension ;
- éclairage rural ;
- lignes aériennes de traction électrique et caténaires ;
- canalisations électriques autres qu'aériennes ;
- construction de lignes pour courants faibles (télécommunications et centraux téléphoniques) ;

- lignes de distribution ;
- signalisation, éclairage public, techniques de protection ;
- chauffage de routes ou de pistes ;
- grands postes de transformation ;
- centrales et installations industrielles de haute technicité.

55.12. – Travaux d'infrastructure générale.

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux d'infrastructure générale demandant le plus souvent une modification importante du sol ou destinés aux grandes communications notamment :

- terrassement en grande masse ;
- démolition ou abattage par procédés mécaniques, par explosif ou par fusion thermique... ;
- construction et entretien de voies ferrées et de leurs structures annexes ;
- travaux en site maritime ou fluvial :
 - dragage et déroctage ;
 - battage de pieux et palplanches ;
 - travaux subaquatiques...
- mise en place, au moyen d'engins flottants, d'éléments préfabriqués, en immersion ou en élévation ;
- travaux souterrains ;
- travaux de pose de canalisations à grande distance pour distribution de fluide, liquide, gazeux et de réseaux de canalisations industrielles.

55.13. – Construction de chaussées.

Sont visées :

Les entreprises effectuant des travaux de construction des chaussées de routes de liaison, de pistes d'aérodromes et de voies de circulation ou de stationnement assimilables à des routes dans les ensembles industriels ou commerciaux, publics ou privés, ainsi que les plate-formes spéciales pour terrains de sports :

- terrassement sous chaussée ;
- construction des corps de chaussée ;
- couche de surface (en enrobés avec mise en œuvre seule ou fabrication et mise en œuvre, asphaltes coulés, enduits superficiels...) ;
- mise en œuvre de revêtement en béton de ciment ;

- rabotage, rectification et reprofilage ;
- travaux annexes (signalisation horizontale, barrières de sécurité...).

55.20. – Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales.

Sont visées :

Les entreprises effectuant des travaux de :

- fondation et consolidation des sols par ouvrages interposés pieux, puits, palplanches, caissons...
- traitement des sols :
 - injection, congélation, parois moulées ;
 - rabattement de nappe, béton immergé...
- reconnaissance des sols : forages et sondages de toute nature et par tout procédé (y compris forages pétroliers).

55.30. – Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, notamment en béton armé ou précontraint, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé une technicité particulière, par exemple :

- barrages ;
- ponts, ouvrages de croisement à plusieurs niveaux ;
- génie civil de centrales de toute nature productrices d'énergie ;
- génie civil d'unités pour la sidérurgie, la chimie... ;
- silos, réfrigérants hyperboliques, cheminées en béton ;
- réservoirs, cuves, châteaux d'eau ;
- coupoles, voiles minces ;
- piscines, bassins divers ;
- étanchéité...

55.31. – Installations industrielles – Montage – Levage.

Sont visées :

Pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil qui effectuent des travaux d'installation, de montage ou de levage d'ouvrages de toute nature, notamment métallique, exécutés en site terrestre, fluvial ou maritime, par exemple :

- ponts fixes ou mobiles ;
- vannes de barrage ;
- portes d'écluses, élévateurs et ascenseurs à bateaux ;

- ossatures de charpentes industrielles, de centrales thermiques ou nucléaires ;
 - ossatures de halls industriels ;
 - installations pour la sidérurgie ;
 - pylônes, téléphériques ;
 - éléments d'ouvrages préfabriqués.
- 55.40. – Installation électrique.
- A l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :
- Les entreprises qui effectuent des travaux (*) :
- d'éclairage extérieur, de balisage ;
 - d'installation et de montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes (non liés à la construction de lignes de transport d'électricité) ;
 - et, pour partie, d'installations industrielles de technique similaire (à l'exception de celles qui, à la date de l'arrêt d'extension, appliquaient une autre convention collective que celles des travaux publics).
- 55.50. – Construction industrialisée.
- Sont visées :
- Pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil réalisant des ouvrages ou partie d'ouvrages par assemblage d'éléments préfabriqués métalliques ou en béton, par exemple :
- poutres de pont ;
 - voussoirs pour tunnel...
- 55.60. – Maçonnerie et travaux courants de béton armé.
- Sont visées :
- Pour partie, les entreprises exerçant des activités de génie civil non classées dans les groupes précédents et les entreprises de travaux publics effectuant de la maçonnerie, de la démolition et des travaux courants de béton armé, de terrassement et de fondation.
- 55.70. – Génie climatique.
- Sont visées :
- Pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil effectuant des travaux d'application thermique et frigorifique de l'électricité (*).

Clause d'attribution ()*

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose – y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) – représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 % et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 1 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

Cas des entreprises mixtes de travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte travaux publics et bâtiment celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités bâtiment telles qu'elles sont définies par la nomenclature INSEE NAP – 1973 (décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes travaux publics et bâtiment lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes travaux publics et bâtiment peuvent opter, après accord des représentants du personnel, pour l'application du présent accord.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter, soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées, postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

C. – Organisations professionnelles et syndicales du BTP
(selon la nomenclature INSEE NAF-1993)

91.1A. – Organisations patronales et consulaires.

91.1C. – Organisations professionnelles.

91.2Z. – Syndicats de salariés :

Lorsque leur activité s'exerce dans le cadre ou en direction de tout ou partie du champ défini en A et B ci-dessus.

D. – Administration des entreprises
(selon la nomenclature INSEE NAF-1993)

74.1J. – Administration des entreprises.

Dans cette classe, sont visés :

- les sièges sociaux et autres établissements chargés de l'administration des entreprises visées par le présent accord ;
- les groupements d'employeurs et les GIE composés en majorité d'entreprises visées par le présent accord ;
- les sociétés détenant des participations dans des entreprises visées par le présent accord, pour un montant supérieur à la moitié de la valeur de leur portefeuille, tels qu'ils figurent au poste « immobilisations » du bilan arrêté à la fin du dernier exercice clos (sociétés mères et holdings).

E. – Services interentreprises de santé au travail du BTP
(selon la nomenclature INSEE NAF-1993 : 85.1 C)

F. – Autres entreprises visées par l'accord

Bureau de normalisation des techniques et équipements de la construction du bâtiment (BNTEC – ASSOCIATION), 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

Institut technique de la fédération française du bâtiment (IT-FFB), 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

Sociétés d'édition du bâtiment et des travaux publics (SEBTP), 6-14, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

Société européenne de communication et de gestion (SECOGEST), 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

Société immobilière du domaine de Saint-Paul, 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

OPCA-BATIMENT, 6-14, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

GFC-BTP, 6, rue de Beaubourg, 75194 Paris Cedex 04 et les associations régionales paritaires de formation continue (AREF-BTP).

CCCA-BTP, 19, rue du Père-Corentin, 75680 Paris Cedex 14, et les associations gestionnaires paritaires des CFA du BTP.

A2C, 6-14, rue La Pérouse 75784 Paris Cedex 16.

Association foncière logement 3, rue de l'Armée, 75014 Paris.

SAS Foncière Logement, 3, rue de l'Armée, 75014 Paris.

Centre de gestion national du bâtiment et des travaux publics agréé et habilité (CGA – BTP), 33, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16.

Fédération française des artisans coopérateurs du bâtiment (FFACB), 11, rue Vaudétard, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Association paritaire nationale pour le développement de la politique contractuelle dans les entreprises artisanales du bâtiment (APNAB), 2 *bis*, rue Béranger, 75003 Paris.

Association nationale de formation pour l'artisanat du bâtiment (ANFAB), 2 *bis*, rue Béranger, 75003 Paris.

Fonds d'assurance de formation des salariés de l'artisanat du bâtiment et des travaux publics (FAFSAB), 8, rue du Regard, 75280 Paris Cedex 06.

Centre de l'industrie française des travaux publics (CIFTP) 3, rue de Berri, 75008 Paris.

L'Immobilière des travaux publics, 3, rue de Berri, 75008 Paris.

Organisme paritaire collecteur agréé travaux publics (OPCA TP) 10, rue Washington, 75008 Paris.

Syndicat des entrepreneurs français internationaux (SEFI) 10, rue Washington, 75008 Paris.

Association gestionnaire des écoles d'application aux métiers des travaux publics (AGEATP), 3, rue de Berri, 75008 Paris.

Association gestionnaire des centres de formation continue de la fédération nationale des travaux publics (AGCFTP), 3, rue de Berri, 75008 Paris.

BTP GESTION 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Société de développement et de gestion de l'épargne salariale dans les industries du bâtiment et des travaux publics – GESTIONBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

REGARD BTP 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Fondation BTP Gestion 7, rue du Regard, 75006 Paris.

BTP Services 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

ANNEXE II

Notices d'information des fonds communs de placement d'entreprises définis par l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise BTP Epargne monétaire

N° code AMF FCE20030032

Compartiment : oui ☐ non ☒

Nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne monétaire est un fonds multi-entreprises, créé pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier.

Le conseil de surveillance

Un conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'accord-cadre mentionné ci-dessus, composé de 20 membres, est institué. Il est composé à parité de 10 membres salariés porteurs de parts d'au moins 1 des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord-cadre mentionné ci-dessus, et de 10 représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins 1 porteur de parts au conseil de surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne monétaire est classé dans la catégorie « FCPE Monétaire Euro ».

Ces FCPE sont gérés à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité de 0 à 0,5.

L'exposition au risque action est interdite.

Objectif de gestion

L'objectif de gestion consiste à obtenir une performance comparable à celle de l'EONIA (Euro Overnight Index Average) minorée des frais de gestion et d'assurer ainsi une progression très régulière de la valeur liquidative.

Indicateur de référence

L'EONIA (Euro Overnight Index Average) : taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché interbancaire en euro. Il correspond à la moyenne pondérée des transactions effectuées entre les principales banques de la zone euro. Il est calculé par la Banque centrale européenne et publié par la Fédération bancaire européenne.

Stratégie d'investissement

La gestion repose sur la sélection d'OPCVM monétaire de la zone euro choisie par la qualité des établissements gestionnaires, la régularité et la qualité de leur performance.

Ces parts ou actions d'OPCVM seront conformes à la directive, français ou européens.

Profil de risque

Votre portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué.

Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investisse-

ments dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : moins de 3 mois.

Composition de l'OPCVM :

100 % d'instruments monétaires.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts à court terme pour exposer le portefeuille. Ces contrats peuvent également servir à diminuer l'exposition au risque de taux dans un contexte d'anticipation de hausse des taux.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Monétaire.

Obligataire zone européenne.

Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.

Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : ce fonds pourra investir plus de 50 % en OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations.

Zone géographique prépondérante : zone Europe.

Indicateurs du marché monétaire : EONIA.

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée « valeur estimative » est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions-rachats.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

Les valeurs liquidatives sont publiées :

- sur Minitel : 3614 PRO BTP (rubrique GESTIONBTP) (0,019 € à la connexion puis 0,057 € la minute) ;
- sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale).

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise :

- apports et retraits : en numéraire ;
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative ;
- commission de souscription : 0,75 % maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise ;
- commission de rachat : néant ;
- commission d'arbitrage : 0,375 % maximum à la charge des porteurs de parts ;
- frais de fonctionnement et de gestion : 0,60 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds ;
- commission de surperformance : néant ;
- commission de mouvement : néant ;
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant de 0,24 % l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds ;
- affectation des revenus du fonds : capitalisation dans le fonds ;
- frais de tenue de compte conservation : à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite ;
- délai d'indisponibilité : 5 ans pour les plans d'épargne et accords de participation, 10 ans pour le PPESVI, date de départ à la retraite pour le PERCOI ;
- disponibilité des parts : les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'accord national instituant les plans d'épargne inter-entreprises du bâtiment et des travaux publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.

Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas 1 mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €.

Nom et adresse des intervenants

Société de gestion : GESTIONBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services, 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Contrôleurs légaux des comptes :

- Mazars & Guerard, Le Vinci, 4, allée de l'Arche, 92075 La Défense Cedex ;
- PriceWaterHouseCoopers audit, 32, rue Guersant, 75017 Paris.

Teneur de compte – conservateur des parts : REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Agréé en date du 11 avril 2003 par la COB.

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 23 juin 2005.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION
du fonds commun de placement d'entreprise
BTP Epargne obligataire
N° code AMF FCE20030061

Compartiment : oui ☐ non ☒
Nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne obligataire est un fonds multi-entreprises, créé pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier.

Le conseil de surveillance

Un conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'accord-cadre mentionné ci-dessus, composé de 20 membres, est institué. Il est composé à parité de 10 membres salariés porteurs de parts d'au moins 1 des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de 10 représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins 1 porteur de parts au conseil de surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne obligataire est classé dans la catégorie « FCPE obligations et autres titres de créances libellés en euro ».

Le FCPE est en permanence exposé sur un ou plusieurs marchés de taux de pays de la zone euro. L'exposition au risque action ne doit pas excéder 10 % de l'actif net.

L'exposition au risque de change ou de marchés autres que ceux de la zone euro doit rester accessoire.

Objectif de gestion

L'objectif de gestion consiste à obtenir une performance comparable à celle de l'indice de référence, l'EuroMTS 5-7 ans, minorée des frais de gestion et d'assurer ainsi à moyen terme une progression de la valeur liquidative supérieure à celle du marché monétaire.

Indicateur de référence

L'indice de référence est l'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS. Cet indice reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Stratégie d'investissement

La gestion de ce FCPE est une gestion active. La stratégie d'investissement est la combinaison de choix en matière de duration du portefeuille, de positionnement sur la courbe des rendements obligataires, et dans une moindre mesure dans la sélection d'obligations émises par des émetteurs privés dont la notation fera partie de la catégorie titres d'investissement, ainsi que par la sélection d'obligations convertibles.

Profil de risque

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Risque taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : 1 an.

Composition de l'OPCVM

Les obligations privées représenteront au maximum 1/3 de l'encours obligataire du FCPE.

Les obligations convertibles représenteront au maximum 10 % de l'encours.

Ces parts ou actions d'OPCVM seront conformes à la directive, français ou européens.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro.

Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme ;

Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50 % en OPCVM.

Zone géographique prépondérante : zone Europe.

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée « valeur estimative » est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions-rachats.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- les valeurs liquidatives sont publiées :
- sur Minitel : 3614 PRO BTP (rubrique GESTIONBTP) (0,019 euro à la connexion puis 0,057 euro la minute) ;
- sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale).

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande peut recevoir le rapport annuel.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARD-BTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise :

- apports et retraits : en numéraire ;
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative ;
- commission de souscription : 1 % maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise ;
- commission de rachat : néant ;
- commission d'arbitrage : 0,5% maximum à la charge des porteurs de parts ;
- frais de fonctionnement et de gestion : 1,20 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds ;
- commission de surperformance : néant ;
- commission de mouvement : néant ;
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,24 % l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds ;
- affectation des revenus du fonds : capitalisation dans le fonds ;
- frais de tenue de compte conservation : à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite ;
- délai d'indisponibilité : 5 ans pour les plans d'épargne et accords de participation, date de départ à la retraite pour le PERCO-BTP ;
- disponibilité des parts : les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne inter-entreprises du bâtiment et des travaux publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.

Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas 1 mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €.

Nom et adresse des intervenants

Société de gestion : GESTIONBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Dépositaire : BNP Paribas securities services, 3, rue d'Antin, 75002 Paris, contrôleurs légaux des comptes :

- Mazars & Guerard, Le Vinci, 4, allée de l'Arche, 92075 La Défense Cedex ;
- PriceWaterhouseCoopers Audit, 32, rue Guersant, 75017 Paris.

Teneur de compte – conservateur des parts : REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Agréé en date du 11 avril 2003 par la COB.

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 23 juin 2005.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION
du fonds commun de placement d'entreprise
BTP Epargne prudent

N° code AMF FCE20030056

compartiment : oui ☐ non ☒

nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne prudent est un fonds multi-entreprises, créé pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier.

Le conseil de surveillance

Un conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'accord-cadre mentionné ci-dessus, composé de 20 membres, est institué. Il est composé à parité de 10 membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord-cadre mentionné ci-dessus,

et de 10 représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au conseil de surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne prudent est classé dans la catégorie « FCPE diversifié ».

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 10 % de l'indice Dow Jones STOXX50 et à 90 % de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

Indicateurs de références

Le Dow Jones STOXX50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société STOXX Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Stratégie d'investissement

La gestion de ce FCPE est une gestion active à très forte dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du FCPE.

Profil de risque

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier.

Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Risque lié à la gestion discrétionnaire

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

Risque actions

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 20 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

Risque taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : 2 ans.

Composition de l'OPCVM

La part obligations peut évoluer entre 80 % minimum et 100 % maximum de l'encours du FCPE.

La part consacrée aux actions peut être au maximum de 20 % sans minimum.

Une fraction maximum de 10 % de l'encours pourra de plus être investie sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro.

Actions européennes.

Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) : vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.

Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50 % en OPCVM.

Zone géographique prépondérante : zone Europe.

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée « valeur estimative » est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions-rachats.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative

Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Minitel : 3614 PRO BTP (rubrique Gestion BTP) (0,019 € à la connexion puis 0,057 € la minute).

Sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale).

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande peut recevoir le rapport annuel.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise :

- apports et retraits : en numéraire ;
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative ;
- commission de souscription : 1 % maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise ;
- commission de rachat : néant ;
- commission d'arbitrage : 0,5 % maximum à la charge des porteurs de parts ;
- frais de fonctionnement et de gestion : 1,20 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds ;
- commission de surperformance : néant ;
- commission de mouvement : néant ;
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant de 0,24 % l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds ;
- affectation des revenus du fonds : capitalisation dans le fonds ;
- frais de tenue de compte conservation : à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite ;

- délai d'indisponibilité : 5 ans pour les plans d'épargne et accords de participation, départ à la retraite pour le PERCO-BTP ;
- disponibilité des parts : les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'accord national instituant les plans d'épargne inter-entreprises du bâtiment et des travaux publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.

Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas 1 mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €.

Nom et adresse des intervenants

Société de gestion : GESTIONBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services, 3, rue d'Antin 75002 Paris.

Contrôleurs légaux des comptes :

- Mazars & Guerard, Le Vinci, 4, allée de l'Arche, 92075 La Défense Cedex ;
- PriceWaterhouseCoopers Audit, 32, rue Guersant, 75017 Paris.

Teneur de compte – conservateur des parts : REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Agréé en date du 11 avril 2003 par la COB.

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 23 juin 2005.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION
du fonds commun de placement d'entreprise
BTP Epargne équilibre
N° code AMF FCE20030058

compartiment : oui ☐ non ☒
nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne équilibre est un fonds multi-entreprises, créé pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier.

Le conseil de surveillance

Un conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'accord-cadre mentionné ci-dessus, composé de 20 membres, est institué. Il est composé à parité de 10 membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord-cadre mentionné ci-dessus, et de 10 représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au conseil de surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne équilibre est classé dans la catégorie « FCPE diversifié ».

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 35 % de l'indice Dow Jones STOXX50 et à 65 % de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

Indicateurs de références

Le Dow Jones STOXX50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société STOXX Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées européennes.

L'Euro MTS 5-7 ans publié par la société Euro MTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Stratégie d'investissement

La gestion de ce FCPE est une gestion active à dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du FCPE.

Profil de risque

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Risque lié à la gestion discrétionnaire

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque est relativement équilibré entre la partie actions et obligations, mais l'exposition sera principalement centrée sur les marchés de taux d'intérêts.

Risque actions

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 50 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

Risque taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans.

Composition de l'OPCVM

La part obligations peut évoluer entre 50 % minimum et 80 % maximum de l'encours du FCPE. La part consacrée aux actions peut évoluer entre 20 % minimum et 50 % maximum.

Une fraction maximum de 10 % de l'encours pourra de plus être investie sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro.

Actions européennes.

Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) : vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.

Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50 % en OPCVM.

Zone géographique prépondérante : zone Europe.

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée « valeur estimative » est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions-rachats.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- les valeurs liquidatives sont publiées :
 - sur Minitel : 3614 PRO BTP (rubrique GESTIONBTP) (0,019 € à la connexion puis 0,057 € la minute);
 - sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale).

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise :

- apports et retraits : en numéraire ;
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative ;
- commission de souscription : 1,5 % maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise ;
- commission de rachat : néant ;
- commission d'arbitrage : 0,75 % maximum à la charge des porteurs de parts ;
- frais de fonctionnement et de gestion : 1,50 % TTC l'an maximum de l'actif net, à la charge du fonds ;
- commission de surperformance : néant ;
- commission de mouvement : néant ;
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,24 % TTC maximum l'an de l'actif net à la charge du fonds ;
- affectation des revenus du fonds : capitalisation dans le fonds ;
- frais de tenue de compte conservation : à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite ;
- délai d'indisponibilité : 5 ans pour les plans d'épargne et accords de participation, départ à la retraite pour le PERCO-BTP ;
- disponibilité des parts : les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'accord national instituant les plans d'épargne inter-entreprises du bâtiment et des travaux publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.

Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €.

Nom et adresse des intervenants :

Société de gestion : GESTIONBTP, 7, rue du Regard 75006 Paris.

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services, 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Contrôleurs légaux des comptes :

- Mazars & Guerard, Le Vinci, 4, allée de l'Arche, 92075 La Défense Cedex ;
- PriceWaterhouseCoopers Audit, 32, rue Guersant 75017 Paris.

Teneur de compte – conservateur des parts : REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Agréé en date du 11 avril 2003 par la COB.

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 23 juin 2005.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION
du fonds commun de placement d'entreprise dynamique
BTP Epargne

N° code AMF FCE20030059

compartiment : oui ☐ non ☒
nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne dynamique est un fonds multi-entreprises, créé pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier.

Le conseil de surveillance

Un conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'accord-cadre mentionné ci-dessus, composé de 20 membres, est institué. Il est composé à parité de 10 membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de 10 représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au conseil de surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne dynamique est classé dans la catégorie « FCPE diversifié ».

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 60 % de l'indice Dow Jones STOXX50 et à 40 % de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

Indicateurs de références

Le Dow Jones STOXX50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société STOXX Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Stratégie d'investissement

La gestion de ce FCPE est une gestion active à dominante actions. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre actions et obligations du FCPE.

Profil de risque

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Risque lié à la gestion discrétionnaire

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Risque actions

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 70 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

Risque taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans.

Composition de l'OPCVM

Ce fonds est majoritairement investi sur des actions européennes.

La part actions peut évoluer entre 50 % minimum et 70 % maximum de l'encours du FCPE. La part consacrée aux obligations peut évoluer entre 30 % minimum et 50 % maximum. Une fraction maximum de 10 % de l'encours pourra de plus être investie sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro.

Actions européennes.

Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) : vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.

Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50 % en OPCVM.

Zone géographique prépondérante : zone Europe.

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée « valeur estimative » est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année.

Elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions-rachats.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- les valeurs liquidatives sont publiées :
 - sur Minitel : 3614 PRO BTP (rubrique GESTIONBTP) (0,019 € à la connexion puis 0,057 € la minute) ;
 - sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale).

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande peut recevoir le rapport annuel.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : Regard BTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise :

- apports et retraits : en numéraire ;
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative ;
- commission de souscription : 2 % maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise ;
- commission de rachat : néant ;
- commission d'arbitrage : 1 % maximum à la charge des porteurs de parts ;
- frais de fonctionnement et de gestion : 1,79 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds ;
- commission de surperformance : néant ;
- commission de mouvement : néant ;
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,24 % l'an TTC de l'actif net à la charge du fonds ;
- affectation des revenus du fonds : capitalisation dans le fonds ;
- frais de tenue de compte conservation : à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite ;
- délai d'indisponibilité : 5 ans pour les plans d'épargne et accords d'entreprise, date de départ à la retraite pour le PERCO ;
- disponibilité des parts : les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'accord national instituant les plans d'épargne inter-entreprises du bâtiment et des travaux publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.

Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €.

Nom et adresse des intervenants

Société de gestion : GESTIONBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services, 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Contrôleurs légaux des comptes :

- Mazars & Guerard, Le Vinci, 4, allée de l'Arche, 92075 La Défense Cedex;
- PriceWaterhouseCoopers Audit, 32, rue Guersant, 75017 Paris.

Teneur de compte – conservateur des parts : REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Agréé en date du 11 avril 2003 par la COB.

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 23 juin 2005.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION
du fonds commun de placement d'entreprise
BTP Epargne Actions

N° code AMF FCE20030057

compartiment :	oui <input type="checkbox"/>	non <input checked="" type="checkbox"/>
nourricier :	oui <input type="checkbox"/>	non <input checked="" type="checkbox"/>

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne Actions est un fonds multi-entreprises, créé pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier.

Le conseil de surveillance

Un conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'accord-cadre mentionné ci-dessus, composé de 20 membres, est institué. Il est composé à parité de 10 membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérentes à l'accord-cadre mentionné ci-dessus, et de 10 représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au conseil de surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne Actions est classé dans la catégorie « FCPE actions de pays de la Communauté européenne ».

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 60 % au moins sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la Communauté européenne dont, éventuellement, les marchés de la zone euro.

L'exposition au risque de change, pour des devises autres que celles de la zone euro ou de la Communauté européenne, doit rester accessoire.

L'exposition aux risques de marchés, autres que ceux de la Communauté européenne, doit rester accessoire.

Objectif de gestion

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle de l'indice de référence, le Dow Jones STOXX50.

Indicateur de référence

L'indice de référence est le Dow Jones STOXX50 en cours de clôture, coupons non réinvestis. Publié par la société STOXX Ltd. Cet indice reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées européennes.

Stratégie d'investissement

La gestion de ce FCPE est une gestion de type actif qui combine 2 approches : une première utilisant les fondamentaux macroéconomiques par zone ou par pays (taux de chômage, niveau d'inflation, croissance du PIB, taux d'intérêts), et une seconde se focalisant sur les qualités intrinsèques d'une société et de sa valorisation. De plus le portefeuille sera essentiellement investi sur des valeurs appartenant à l'univers du DJSTOXX200 répondant à des critères socialement responsables et ce sur l'ensemble des marchés européens au-delà de la zone euro, définis au sein de la société de gestion.

Profil de risque

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Risque actions

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 100 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

Risque de change

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro notamment de par ses investissements en Europe hors zone euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Les valeurs cotées au Royaume-Uni et en Suisse en monnaie locale sont assujetties à leur parité contre l'euro et donc susceptibles d'influer sur le comportement de la valeur liquidative du FCPE.

Risque taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans.

Composition de l'OPCVM

L'exposition minimale au risque actions est de 75 % de l'actif, 25 % pouvant être consacré à des investissements en obligations émises par des émetteurs de la zone euro.

Les obligations convertibles pourront représenter au maximum 10 % de l'encours du FCPE à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêt et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro.

Actions européennes.

Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.

Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50 % en OPCVM (Classification : actions européennes et actions internationales)

Zone géographique prépondérante : zone Europe.

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée « valeur estimative » est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base. Aux souscriptions-rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions-rachats.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- les valeurs liquidatives sont publiées :
 - sur Minitel : 3614 PRO BTP (rubrique Gestion BTP) (0,019 € à la connexion puis 0,057 € la minute) ;
 - sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale).

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande peut recevoir le rapport annuel.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : Regard BTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise :

- apports et retraits : en numéraire ;
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative ;
- commission de souscription : 2 % maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise ;
- commission de rachat : néant ;
- commission d'arbitrage : 1 % maximum à la charge des porteurs de parts ;
- frais de fonctionnement et de gestion : 1,79 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds ;
- commission de surperformance : néant ;
- commission de mouvement : néant ;
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,24 % l'an TTC à la charge du fonds ;
- commission de souscription indirecte : néant ;
- commission de rachat indirecte : néant ;
- affectation des revenus du fonds : capitalisation dans le fonds ;
- frais de tenue de compte conservation : à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite ;
- délai d'indisponibilité : 5 ans pour les plans d'épargne et accords de participation, départ à la retraite pour le PERCO-BTP ;
- disponibilité des parts : les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'accord national instituant les plans d'épargne inter-entreprises du bâtiment et des travaux publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.

Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas 1 mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €.

Nom et adresse des intervenants

Société de gestion : GESTIONBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services, 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Contrôleurs légaux des comptes :

- Mazars & Guerard, Le Vinci, 4, allée de l'Arche, 92075 La Défense Cedex ;
- PriceWaterhouseCoopers Audit, 32, rue Guersant, 75017 Paris.

Teneur de compte – conservateur des parts : REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Agréé en date du 11 avril 2003 par la COB.

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 1^{er} juillet 2005.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.